

Examen de Comptabilité Nationale

SE2 / Session de Octobre 2015

Durée : 2 Heures

Questions de cours

- Définition de la comptabilité nationale.
- Quels problèmes pose le PNB pour les comparaisons internationales.
- Intérêt du calcul des coefficients techniques des branches
- Les raisons de l'ajustement entre le solde des créances et des dettes et la capacité de financement de l'économie.

Exercice 1 :

Les comptes de la nation de l'année 1990 d'un pays X vous donne les informations suivantes exprimées en milliard de francs.

| Opérations sur biens et services | |
|----------------------------------|------|
| Consommation finale | 5081 |
| Formation Brute de capital Fixe | 1373 |
| Variations de stocks | 32 |
| Exportations | 1467 |
| Importations | 1469 |

| Opérations de répartition | |
|--|------|
| Rémunération de salariés | 3398 |
| Dont versées par le RDM | 18 |
| Impôts liés à la production et à l'importation | 971 |
| Dont TVA grevant les produits | 518 |
| Droits de douanes nets des subventions à l'importation | 11 |
| Subventions d'exploitation | 146 |

| Soldes comptables | |
|------------------------------|------|
| Valeur ajoutée brute | 5955 |
| Dont VAB non marchande | 1014 |
| Excédent Brut d'Exploitation | 2279 |

Question :

Calculer de trois manières différentes le Produit Intérieur Brut (PIB), puis, calculer la valeur du PIB non marchand. En déduire le PIB marchand.

Exercice 2 :

On dispose des informations suivantes extraites des Comptes de la Nation pour 1982 :

- Le revenu disponible brut de « l'économie française » a été de 3527 milliards de francs.
- Le compte de revenu des « ménages » a révélé un solde de 2 708 milliards.
- La consommation finale totale sur le territoire économique s'est établie à 2886 milliards dont 51 milliards pour les unités non résidentes.
- L'épargne brute des « sociétés » s'est élevée à 164 milliards et celle des ménages à 419 milliards.
- La formation brute de capital (FBCF + ΔS) pour l'ensemble des secteurs institutionnels résidents a été de 759 milliards.
- La formation brute de capital des « sociétés » a été 358 milliards et celle des « ménages » de 256 milliards.
- On connaît le compte de l'opération transfert en capital (voir tableau ci-dessous).
- On sait enfin que les secteurs institutionnels résidents, autres que les « sociétés » et les « ménages », ont eu un besoin de financement de 80 milliards de francs pour l'année 1982.

Question 1. Reconstituer, à partir des informations données ci-dessus, la partie du TEE 1982 correspondant aux comptes d'utilisation du revenu et aux comptes de capital.

Question 2 : Calculer la capacité (ou le besoin) de financement de l'économie française pour l'année 1982.

Tableau : Le compte de l'opération « transfert en capital »¹ pour 1982

| Emplois | | | | | Total | Opérations | Ressources | | | | Total |
|----------------------|---------|------------|----------------|-------|----------|-----------------------|----------------------|---|----|----------------|-------|
| Comptes des secteurs | | | Reste du Monde | Total | | | Comptes des secteurs | | | Reste du Monde | |
| Sociétés | Ménages | Autres SIR | | | Sociétés | Ménages | Autres SIR | | | | |
| 7 | 11 | 41 | 1 | 60 | 60 | Transferts en capital | 15 | 9 | 34 | 2 | 60 |

NB : Aucun document n'est autorisé.

¹ L'opération « transfert en capital » regroupe :

- Les aides à l'investissement (aide au logement, etc.)
- Les impôts en capital (donations, droits de succession)
- Les autres transferts en capital (primes d'épargne logement versé par l'Etat aux ménages, etc.)